

La présence des Mbororo et de la LRA sur la sécurité dans la Province du Bas-Uélé en RD Congo

[Presence of Mbororo and LRA on security in Bas-Uélé Province in the DR Congo]

Célestin Bela Egwasa

Chef de Travaux, Institut Supérieur de Développement Rural de Amadi, RD Congo

Copyright © 2020 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the **Creative Commons Attribution License**, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: The diagnosis made in this study reveals that the incursion of the Mbororo and LRA into Bas-Uélé Province has led to major upheavals. The former being nomadic herders and the latter being an extremely violent political-religious group, their presence in Bas-Uélé has been at the root of the population's insecurity.

In the face of the horror of the violence in this Province, we have seen the emergence of a self-defence group against the LRA and the massive fleeing of civilians. In addition, civilian populations whose income-generating activities are mainly in the field have been forced to abandon them, resulting in the deterioration of their social conditions. This makes parents unable to ensure their children's schooling.

KEYWORDS: Mbororo, LRA, Bas-Uélé, National Security, Rebellion, Refugees.

RÉSUMÉ: Le diagnostic fait dans cette étude révèle que l'incursion des Mbororo et de la LRA en Province du Bas-Uélé a entraîné des bouleversements importants. Les premiers étant des éleveurs nomades et la seconde étant un groupe politico-religieux extrêmement violent, leur présence dans le Bas-Uélé a été à la base de l'insécurité de la population.

Face à l'horreur des violences dans cette Province, nous avons constaté l'émergence d'un groupe d'auto-défense contre la LRA ainsi que les fuites massives des civils. En outre, les populations civiles dont les activités génératrices de revenu sont principalement le champ ont été contraintes d'y renoncer, entraînant la détérioration de leurs conditions sociales. Ce qui rend les parents incapables d'assurer la scolarisation de leurs enfants.

MOTS-CLEFS: Mbororo, LRA, Bas-Uélé, Sécurité nationale, Rébellion, Réfugiés.

1 INTRODUCTION

L'histoire renseigne que les Etats post-conflit ont toujours eu une préoccupation et un défi communs à relever. Il s'agit de la reconstruction des institutions, la réforme du secteur de sécurité (RSS) et la consolidation de l'autorité de l'Etat dans un espace jadis occupé par des mouvements rebelles. Tel a été le cas de l'Irak qui, grâce à l'intervention de l'armée américaine, était venu à bout du mouvement terroriste dénommé l'Etat Islamique en Irak et au Levant (EIL).

Sur le continent africain, de nombreux Etats faisant face à des mouvements rebelles se trouvent encore confrontés aux difficultés liées au rétablissement de leur autorité sur l'ensemble de leurs territoires. Il s'agit, entre autres, du Mali¹, de la Somalie², de la République Centrafricaine (R.C.A), et, bien évidemment, de la République Démocratique du Congo (RDC) qui fait l'objet de notre recherche.

Dans la région des Grands Lacs Africains, la RDC connaît une situation sécuritaire précaire depuis plus de deux décennies. Sortie de plusieurs années des guerres qui ont entraîné l'effondrement de l'Etat, la RDC s'est engagée à restaurer son autorité sur l'ensemble du territoire national sans y parvenir efficacement. Pour s'en convaincre, des milices armées continuent à sévir dans la partie orientale du pays.

Depuis plus d'une décennie, de nombreux efforts ont été engagés, notamment à travers la réforme du secteur de sécurité et de la défense, le redéploiement de l'autorité de l'Etat, mais aussi des opérations militaires contre les groupes armés en vue de reprendre la plénitude du contrôle du territoire national.

En dépit de ces gros efforts fournis, de pans entiers du territoire congolais échappent au contrôle de l'Etat, notamment une partie de la Province du Bas-Uélé. Cette partie du territoire national connaît l'activisme des mouvements étrangers, pour la plupart armés et responsables de l'insécurité.

En ligne de mire, il s'agit de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), un groupe politico-religieux extrémiste d'origine ougandaise. C'est de plus d'une décennie que cette nébuleuse a transformé les frontières de la RDC en un champ de son activisme. Elle opère plus exactement à travers trois pays (RCA, RDC et Soudan du Sud) où ses combattants se livrent à des actes de subversion et de criminalité³.

Le tableau d'insécurité causée par la LRA dans le Bas-Uélé fait froid au dos. Dans cette partie du pays, ce sont principalement les territoires d'Ango et de Bondo qui constituent l'épicentre de leur activisme. Plusieurs incursions ont été enregistrées à Bondo depuis que ce groupe armé sévit dans la région.

Durant leurs attaques, ils opèrent en toute quiétude, non seulement en tuant les gens, mais aussi ils pillent les vivres frais, les volailles et les bétails⁴.

Dans le Bas-Uélé, la LRA ne constitue pas la seule responsable des menaces sécuritaires. Un autre groupe est celui constitué des éleveurs nomades Mbororo. La responsabilité de ces derniers se situe à plusieurs niveaux, entre autres, les vaches dont ils sont propriétaires ravagent les concessions des habitants de cette province, qui sont à vocation agricole. Ce qui souvent crée l'abattage de leurs bêtes, entraînant une spirale meurtrière dans la région.

C'est dans la même dynamique qu'un éleveur Mbororo était accusé d'avoir blessé au couteau, un paysan dans son champ samedi 7 octobre 2017, dans la localité Ebo située à 7 km au sud de la cité d'Ango. La victime a été admise en urgence à l'hôpital général de cette cité, comme indiqué Dieudonné Badele⁵. Ce dernier a tout de même exprimé son inquiétude face à la montée d'actes d'agression des éleveurs Mbororo vis-à-vis des habitants de cette partie de la province.

Les Mbororo pillent parfois les réserves alimentaires de la population et détruisent leurs récoltes et lorsque la population veut réclamer, ils tirent sur eux, car possédant des armes à feu.

Il est également reproché aux Mbororo de priver la population locale d'accès à ses ressources naturelles⁶. Ils vont jusqu'à détruire les pièges tendus aux animaux sauvages par la population, prétextant que ces pièges pourraient attraper et tuer leurs vaches. Ces éleveurs chassent les femmes qui vont en brousse pour faire la pêche à la digue, prétendant qu'elles assèchent les eaux que devraient boire les vaches. Les mêmes éleveurs détruisent toutes les ruches des abeilles d'où la population recueille

¹Mahaut Landaz, *Rôles et impacts des réseaux illicites de drogue dans le conflit nord-malien : Trafics, crise de l'Etat et puissance des groupes djihadistes et indépendantistes*, Notes d'Analyse Politique n°46, août 2016.

² François Gaulme, « Consolider les Etats fragiles », in *Études*, Tome 412, 2010/6, pp. 729-740.

³ International Crisis Group, *La Centrafrique : les racines de la violence*, Rapport Afrique N° 230, 21 septembre 2015, p.9.

⁴ Radio kapi, *Bas-Uele : des présumés LRA prennent en otage une centaine de personnes à Gumbu*.

Disponible sur <https://www.radiookapi.net/2016/06/06/actualite/securite/bas-uele-des-presumes-lra-prennent-en-otage-une-centaine-de-personnes>, consulté le 7 avril 2019.

⁵ <https://www.radiookapi.net/mot-clé/Bas-Uélé-un-éleveur-Mbororo-accusé-d'avoir-blessé-un-paysan> Publié le lun, 09/10/2017 - 15:35.

⁶ Nkoy Elela, D. (s/dir), Op cit.

du miel, parce que le miel est un poison pour les vaches. Ils tuent tous les herbivores qu'ils rencontrent en brousse pour préserver le pâturage en faveur de leurs vaches.

Outre des cas de complicité rapportés sur les Mbororo avec la LRA, il est à noter que ces éleveurs comptent parmi eux un groupe armé extrêmement violent. Il s'agit des « Bayuda » qui sont des braconniers armés dont certains sont impliqués dans l'exploitation illégale des minerais congolais.

Le diagnostic que nous venons d'établir renseigne de manière éloquent sur l'insécurité alimentée dans le Bas-Uélé par les combattants de la LRA et les éleveurs nomades Mbororo. C'est ce qui a inspiré la présente recherche.

Partant de tout ce qui vient d'être décrit ci-haut, il est impérieux de se poser la question suivante : quelles sont, dans ce contexte, les conséquences de la présence de rebelles de la LRA et des éleveurs Mbororo sur la sécurité de la Province du Bas-Uélé ? Telle est la préoccupation qui fonde la présente étude.

2 SOURCES DES DONNÉES

Afin d'asseoir notre raisonnement nous avons recouru à l'analyse stratégique et la théorie de l'insécurité englobant les courants de pensée sur les Etats fragiles et de la sécurité.

Aussi avons-nous recouru aux techniques ci-après dans le processus de la collecte des données : la technique documentaire (rapports officiels, rapports des experts, thèses de doctorat, mémoires de DES et livres) ; la technique d'observation directe désengagée ; les techniques non-probabilistes ; les techniques par choix raisonné et boule-de-neige ; et l'entretien semi-directif.

3 RESULTATS

Face à l'horreur des violences dans la Province du Bas-Uélé, nous avons constaté l'émergence d'un groupe d'auto-défense contre la LRA ainsi que les fuites massives des civils témoignant des mouvements de la population. En outre, les populations civiles dont les activités génératrices de revenu sont principalement le champ ont été contraintes d'y renoncer, entraînant la détérioration de leurs conditions sociales. Ce qui rend les parents incapables d'assurer la scolarisation de leurs enfants.

Ces dynamiques sont prises en charge dans le présent chapitre qui comprend six sections. Dans la première section, nous examinons la formation d'un groupe d'auto-défense dans la Province du Bas-Uélé, singulièrement dans le territoire d'Ango à la frontière avec la RCA. Dans la deuxième, nous nous penchons sur les mouvements des populations provoqués par l'activisme de la LRA et des Mbororo dans cette partie de la RDC.

La troisième section se penche sur la difficulté d'accès aux terres arables, à la chasse et à l'agriculture, entraînant parfois des tensions sociales. Dans la quatrième section, nous nous penchons sur le faible accès aux services sociaux de base à cause de la dégradation des conditions sociales.

La cinquième section met en lumière le décrochage scolaire des enfants à cause de l'incapacité de leurs parents à assurer leur prise en charge. La dernière section analyse le ralentissement des activités économique dans la région.

3.1 FORMATION DES GROUPES D'AUTO-DÉFENSE CONTRE LA LRA

L'échec de l'armée congolaise face à l'intensification des attaques de la LRA a déclenché, en septembre 2008, la formation de groupes d'auto-défense dans la Province du Bas-Uélé. Il s'agit, sans conteste, de l'une des conséquences de la faiblesse ou l'absence des forces de sécurité et du système judiciaire, que les populations locales ont eu à créer pour se protéger contre la LRA dans la Province du Bas-Uélé. Ce groupe d'autodéfense a été calqué sur le modèle du Soudan du Sud où les civils ont créé un groupe d'autodéfense appelé « Arrow Boys » et parfois « Home Guards », dans l'État d'Equatoria occidental).

Les civils du Bas-Uélé ont aussi imité le modèle centrafricain des groupes d'autodéfense locaux dans les préfectures de Mbomou et de Haut-Mbomou). Ces groupes d'autodéfense non statutaires dans ce pays bénéficient, par endroits, de l'appui du Gouvernement central.

Au Soudan du Sud, l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), par exemple, avait doté les « Arrow Boys »/« Home Guards » d'armes. En RCA, le Gouvernement a eu à apporter un appui aux groupes de défense locaux sous forme de munitions et de denrées alimentaires de base.

En RDC, les populations du territoire d'Ango en général, et ceux de la chefferie Mopoy en particulier, vivent dans la psychose d'une éventuelle attaque des LRA. Depuis l'incursion de ces rebelles dans la cité de Faradje, les habitants de Mopoy se sont constitués en groupes d'autodéfense populaire en vue de parer à toute éventualité.

Les populations de la chefferie Mopoyi, en territoire d'Ango ont organisé, depuis les attaques de la LRA, des patrouilles pour parer à d'éventuelles attaques de ces rebelles ougandais. La chefferie Mopoyi fait limite avec le territoire voisin de Dungu d'où viennent les rebelles ougandais qui attaquent diverses localités environnantes⁷.

Pour cela, les populations locales ont eu à organiser des patrouilles jusqu'à 70 kilomètres pour surveiller tout mouvement suspect des rebelles ougandais. Ces derniers sont dispersés dans la région depuis les opérations militaires conjointes menées depuis le 14 décembre 2008 contre eux par les armées ougandaises, sud soudanaises et congolaises.

Cependant, il y a lieu de souligner que ces populations locales ne disposent que d'armes blanches dont l'efficacité est limitée face à la puissance du feu des rebelles lourdement armés. C'est pourquoi les autorités locales ont sollicité du gouvernement l'envoi de militaires FARDC pour sécuriser les populations.

Déjà en septembre 2008, un groupe de 16 éclaireurs de la rébellion ougandaise avait fait irruption dans cette chefferie, semant la panique au sein de la population.

Cependant, il convient de souligner que l'émergence de ces groupes d'autodéfense a constitué une source de préoccupation pour l'Etat congolais, étant donné les atteintes aux droits de l'homme et, dans le cas des groupes d'autodéfense, l'emploi d'enfants dont il est fait état. En outre, les groupes d'autodéfense ont été responsables de cas d'arrestation arbitraire et de détention illégale et rendent parfois des décisions dans des affaires civiles et tentaient d'assumer le rôle de l'État et des autorités traditionnelles.

Au début, le gouvernement congolais a reconnu leur légitimité, car ils étaient étroitement liés aux autorités traditionnelles Zande.

Le gouvernement s'est félicité de leurs succès contre la LRA et leur a fourni un soutien financier. Ces groupes ont bien fonctionné grâce à la jeunesse locale, qui connaissait le terrain et parce qu'ils étaient sur place et dévoués à réagir immédiatement aux attaques contre leurs propres communautés.

Cependant, après les affrontements entre plusieurs de ces groupes et la police (et le vol des armes de cette dernière), le gouvernement les a de moins en moins tolérés et a cessé de leur faire confiance. A la mi-2009, craignant la création d'un groupe rebelle Zande potentiellement plus puissant que l'armée, le gouvernement a fait pression sur les chefs traditionnels pour qu'ils démantèlent ces groupes d'auto-défense.

A partir de là, la frustration liée au manque de protection s'est amplifiée et s'est tournée vers la MONUC. Alors que la MONUC est mandatée pour assister l'armée dans la protection des civils, les quelques 1 000 soldats marocains déployés dans la Province Orientale démembrée n'ont ni la capacité ni les compétences nécessaires pour collecter des renseignements.

3.2 DÉPLACEMENTS MASSIFS DES CIVILS

Du fait des incursions de la LRA, des déplacements de populations sont observés notamment à partir du territoire d'Ango (localités d'Ango, Dakwa, Banda, Digba) vers Dingila et Amadi. Il a été enregistré 31 000 déplacés à Dingila dans le territoire de Bambesa. D'autres mouvements se sont dirigés vers des zones périurbaines vers les zones urbaines. Ainsi, à Dakwa, chef-lieu de la chefferie Sasa dans le territoire d'Ango, 20000 personnes ont été enregistrées du fait du regroupement de population des villages avoisinants vers le centre-ville. Le même phénomène pourrait être observé à Ango⁸.

⁷ Radio Okapi, *Ango : la population s'organise en groupes d'autodéfense populaire contre les LRA*.

Disponible sur <https://www.radiookapi.net/sans-categorie/2009/01/02/ango-la-population-s%25e2%2580%2599organise-en-groupes-d%25e2%2580%2599autodefense-populaire-contre-les-lra>, consulté le 13 juin 2019.

⁸ Aide Médicale Internationale, *Rapport de mission exploratoire District administratif du Bas Uélé, Province Orientale République Démocratique du Congo*, 14 au 26 octobre 2009, p.4.

En outre, les attaques de la LRA dans le Bas-Uélé ont forcé des centaines de familles à fuir leur foyer en direction du Haut-Uélé. Cela s'est ajouté ainsi aux 260 000 personnes déjà déplacées dans les deux provinces. Ces déplacés restent vulnérables face à la maladie, l'exploitation et la misère⁹.

A la fin du mois de mai 2010, la commission Mouvements de population (CMP)/Uélé a rapporté un total estimé à 255 400 personnes déplacées dans le Bas et Haut-Uélé, soit une augmentation inférieure à 1% par rapport au mois précédent, avec 44 000 personnes dans le Bas-Uélé et plus de 211 000 dans le Haut-Uélé¹⁰.

Le nombre total estimé de personnes déplacées suite à la présence de la LRA dans les Uélé restait supérieur à 307 000 personnes, si on inclut les 27 000 déplacés du territoire d'Ango. Au cours du moi de mai de la même année, un accroissement de 36% de volume de retour par rapport au mois précédent a été observé dans le territoire d'Ango : une explication serait le renforcement de la sécurité dans la cité d'Ango.

Les schémas des déplacements de population en Province du Bas-Uélé reflètent dans une large mesure ceux des violences perpétrées par la LRA. Les premières vagues de déplacements massifs ont débuté en septembre 2008 avec les premières attaques à grande échelle. Après les massacres de Noël 2008, plus de 55 000 personnes ont fui leurs foyers. Les mouvements de population se sont poursuivis en 2009 et l'intensification des raids, des meurtres et des enlèvements aidant, le nombre de déplacés internes a triplé¹¹.

Sous l'effet des attaques répétées menées par le groupe armé en différents endroits, les déplacements sont devenus un processus continu et dynamique, certaines personnes étant déplacées à trois ou quatre reprises, situation qui a renforcé dans le temps la vulnérabilité des Personnes Déplacées Internes (PDI) et des communautés d'accueil. Les déplacés internes ont été contraints d'abandonner le peu qu'ils possédaient (terre, logement et biens matériels) et de recommencer à chaque fois leurs activités économiques à zéro, accentuant les tensions qui pesaient déjà sur les ressources des communautés d'accueil.

Plusieurs causes sont à l'origine de ces déplacements multiples. Dans certains cas, les lieux où les PDI avaient trouvé refuge ont été attaqués à leur tour par la LRA. Certains déplacés ont indiqué avoir *fui leur foyer lors des attaques de la LRA. Ils sont partis pour un an avant de repartir encore*. Ils ont trouvé *refuge 55 km plus loin, mais en 2012, les attaques et les harcèlements ont repris. Ils étaient obligés de repartir*.

Dans d'autres cas, les offensives répétées de la LRA et l'insécurité ambiante ont débouché sur des « retours avortés » : des déplacés internes qui avaient regagné leur terre natale ont été contraints de fuir à nouveau. Ainsi, bon nombre de civils rentrés chez eux suite au déploiement de l'armée congolaise et de la mission de maintien de la paix de l'ONU en RDC (MONUSCO), mais ont été forcés de repartir après de nouveaux raids contre leurs villages.

Lorsque les attaques à grande échelle de la LRA ont cessé à la mi-2010, les déplacements massifs se sont interrompus eux aussi. Force est néanmoins de constater que le net recul de la violence ne s'est pas accompagné d'une baisse proportionnelle du nombre total de PDI.

Comme le suggèrent les entretiens menés sur le terrain, cela tient essentiellement à la peur qui prévaut toujours chez les populations de la zone et qui explique la profonde réticence des déplacés à rentrer chez eux. Ce sentiment de crainte est exacerbé par le déplacement continu de petits groupes de personnes en réaction aux rumeurs d'une présence rebelle et de violences à petite échelle imputables ou non à la LRA. Le climat de peur est tel que la simple vue d'autres groupes armés ou le seul bruit de coups de feu ont provoqué d'importants mouvements de population de crainte qu'il ne s'agisse de l'Armée de résistance du Seigneur.

La terreur semée par la LRA, qui ne pousse pas seulement les gens à fuir, mais également à prolonger leur déplacement, transparaît également dans les sentiments des PDI à l'égard de Kony lui-même.

⁹ OXFAM, *LRA : les Nations unies ne doivent plus abandonner les populations civiles menacées*.

Disponible sur <https://www.coordinationsud.org/actualite/lra-les-nations-unies-ne-doivent-plus-abandonner-les-populations-civiles-menacees/>, consulté le 13 juin 2019.

¹⁰ Bureau de la Coopération des Affaires Humanitaires des Nations Unies - République Démocratique du Congo, *Mouvements de population suite aux attaques des groupes armés, 2010, p.11*.

¹¹ IDMC, *Une vie sous le signe de la terreur et de l'exode Les séquelles des brutalités commises par la LRA dans le nord-est de la République démocratique du Congo, 2013, p.12*.

Si la LRA est essentiellement responsable des mouvements de population, d'autres groupes ont également tiré parti du « mythe Kony » pour s'attaquer à la population locale. La LRA occupant tous les esprits, il est extrêmement difficile de distinguer les brutalités commises par le groupe armé de celles perpétrées par d'autres.

Cela ressort clairement des récits des incidents violents, qui font pour la plupart référence à des actes « présumés avoir été commis » par le mouvement rebelle. Il est par conséquent tout aussi difficile de faire la différence entre les déplacements causés par les activités de la LRA et ceux provoqués par d'autres actes de violence, ce qui contribue à perpétuer le sentiment d'une présence rebelle, alors que, dans les faits, les déplacements ont pu être occasionnés par des activités de braconnage, des attaques de bandits armés, des affrontements avec les pasteurs nomades Mbororo, ou même, comme c'est souvent le cas, des violences et des pillages commis par l'armée.

Si la présence de l'armée congolaise a, dans une certaine mesure, eu un effet dissuasif sur la LRA, servant ainsi à protéger les civils, il est arrivé que les soldats constituent une importante source d'insécurité et occasionnent des déplacements de population.

C'est dans cette dynamique que certains ont souligné le fait que les attaques de la LRA ont commencé en février 2009 et se sont poursuivies jusqu'à avril environ. Les rebelles ont tué six civils et deux soldats. L'armée est arrivée en février 2009. Ils n'avaient pas prévu de partir, mais les soldats n'arrêtaient pas de les harceler : pillages, extorsions, harcèlement sexuel. Ils sont partis en février 2010 pour [localité 2]. Mais les soldats ont remarqué que la population s'était déplacée et ont suivi le mouvement. Le même problème s'est posé là-bas ... Six femmes ont été prises de force.

On rapporte également que l'armée a délibérément eu recours à la violence pour déplacer les gens, apparemment pour les regrouper et faciliter ainsi leur contrôle. Dans un autre cas, l'armée s'est retirée d'un village dont elle assurait la protection, laissant la population locale sans défense face aux attaques de la LRA. Les villageois n'ont pas eu d'autre choix que de partir.

Parfois, l'armée a également empêché les gens de fuir les brutalités de la LRA, au motif qu'il était plus facile de les protéger dans leurs villages. La population locale a néanmoins eu le sentiment qu'il s'agissait d'une stratégie d'endiguement visant à freiner la progression du groupe armé.

On rapporte également des cas où les mouvements de population ont été causés par les pasteurs Mbororo, des éleveurs nomades présents dans le Bas-Uélé depuis 2005 (Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, avril 2008). La population locale, qui considère ces bergers comme un véritable fléau, les a parfois accusés de collaborer avec la LRA. Principal facteur à l'origine de ces déplacements à ce jour, la destruction des cultures par le bétail des Mbororo a aggravé l'insécurité alimentaire déjà très forte. Certains déplacés internes ont avoué avoir autant peur des Mbororo que des rebelles de la LRA.

Dans certains cas, ces craintes ont empêché les déplacés internes de regagner leur foyer. Des soldats, bandits armés et braconniers centrafricains et libyens se sont également lancés dans des activités « traditionnelles » de la LRA comme les enlèvements, entretenant la confusion entre les auteurs des violences et alimentant le sentiment d'une menace rebelle. Certains se font même passer pour des combattants de la LRA afin de ne pas avoir à répondre de leurs actes).

3.3 DIFFICULTÉ D'ACCÈS AUX TERRES ARABLES, À LA CHASSE ET À LA PÊCHE AVEC RISQUE DES TENSIONS SOCIALES

La majorité des personnes déplacées internes recensées dans le Bas-Uélé sont issues du groupe ethnique des Zandé, qui vit traditionnellement de l'agriculture, de la chasse et de la pêche. Par conséquent, le fait d'avoir fui leurs milieux d'origine a posé le problème d'accès à des terres arables et à des zones de chasse et de pêche pour assurer leur subsistance et leur indépendance financière.

La plupart des PDI ont pourtant trouvé refuge dans des zones urbaines. Ainsi, la population de Dungu, estimée en 2008 à 56 000 habitants environ, a augmenté de plus de 50% suite à l'afflux de près de 30 000 déplacés internes.

Traditionnellement, les terres agricoles des populations locales se situent aux abords des villes ou à quelques kilomètres de chez elles tout au plus. Les terres fertiles étaient déjà rares avant l'arrivée des PDI, mais les brutalités commises par la LRA et les déplacements qui se sont ensuivis n'ont fait qu'augmenter la densité de la population et, partant, le nombre de personnes cherchant des terres à cultiver. Les violences ont également réduit la surface de terres arables accessibles en toute sécurité.

Tout comme les PDI, les membres des communautés d'accueil hésitent à s'éloigner des zones urbaines pour cultiver leurs terres de peur d'être attaqués par la LRA.

Aussi la terre est-elle devenue l'une des principales sources de tension. Les communautés locales qui vivaient elles-mêmes dans un dénuement extrême, ont bien souvent limité strictement l'accès des déplacés internes à la terre.

Ces derniers ne sont d'ailleurs autorisés à planter que des cultures annuelles, prêtes à être moissonnées relativement rapidement, plutôt que des cultures vivaces, telles que le café, la banane et le manioc, qui leur permettraient pourtant de générer de meilleurs revenus.

La pénurie de terres aidant, certains déplacés internes ont même été expulsés de lopins qui leur avaient pourtant été attribués par les autorités locales, surtout lorsqu'ils avaient un bon rendement. D'autres racontent qu'ils avaient trouvé asile dans un lieu de refuge, avant qu'on ne leur demande de partir, parfois par la force.

Si certains déplacés internes ont accès à des terres arables sur leur lieu de déplacement, les lopins ont tendance à être trop exigus et stériles pour suffire à leurs besoins.

Quelques-uns paient des membres de la communauté locale pour avoir accès à des terres, soit en leur donnant de l'argent, soit en leur reversant une partie de leur récolte.

Néanmoins, les terrains qui leur sont alloués peuvent se trouver à cinq comme à quarante kilomètres de distance, augmentant ainsi le risque qu'ils soient agressés, enlevés ou tués. En raison de cet éloignement, certaines PDI restent sur place pendant des jours, voire des semaines, pour cultiver leurs terres avant de retourner en ville, et ce, bien qu'elles soient davantage exposées à des attaques.

Beaucoup ont opté pour des travaux à la journée, ce qui n'est pas non plus sans risque. En effet, ces emplois, souvent à court terme, ont tendance à être mal payés. En outre, les possibilités de recours sont peu nombreuses en cas de litige avec les employeurs, qui, dans certains cas, n'ont pas rémunéré le travail accompli. Les personnes déplacées internes peuvent espérer être payées entre 0,70 \$ et 2,70 \$ la journée, sachant que les femmes sont moins rémunérées que les hommes, et que de telles sommes ne suffisent pas à faire vivre toute une famille.

3.4 FAIBLE ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

Les zones dans lesquelles sévit la LRA ont toujours été sous-développées. Depuis les années 1980, l'État s'est quasiment désengagé de ces régions qui manquent d'hôpitaux, d'écoles, de centres de santé et d'infrastructures d'assainissement ou de distribution de l'eau. En outre, au cours de ses premiers raids, la LRA a souvent pris pour cible les quelques infrastructures de base existantes.

Certains professionnels occupant des postes clés ont été tués ou kidnappés tandis que d'autres fuyaient l'insécurité, laissant ces zones exsangues du point de vue des capacités humaines et matérielles.

Les églises ont joué un rôle primordial en aidant les populations locales et en les protégeant. Elles ont aussi systématiquement dénoncé les agissements de la LRA, même lorsque le gouvernement et l'armée n'avaient la présence des rebelles. En conséquence, elles ont également été la cible d'attaques, notamment lors des massacres de Noël.

L'afflux de PDI sollicite de façon excessive des infrastructures déjà affaiblies. Les déplacés ont en général plus de mal que les populations d'accueil à accéder à l'éducation et aux services de santé, ce qui s'explique essentiellement par le fait qu'ils n'ont souvent pas les moyens de s'offrir de tels services. Les frais médicaux constituent un problème majeur, de nombreux déplacés internes ne pouvant tout simplement pas se permettre d'aller à l'hôpital. À titre d'exemple, le traitement antipaludique coûte au moins 5 \$. À l'origine, des ONG internationales spécialisées fournissaient une assistance médicale à titre gratuit, mais la situation n'étant plus considérée comme urgente, elles cessent petit à petit ce type d'activités.

3.5 DÉCROCHAGE SCOLAIRE

L'éducation est un autre domaine préoccupant. De nombreuses PDI n'étant pas en mesure de payer les frais de scolarité tout au long de l'année, les enfants se retrouvent dans l'impossibilité de suivre le programme scolaire de bout en bout. Parmi les déplacés, 50% des enfants en âge d'être scolarisés n'ont pas intégré le système scolaire selon des estimations (entretien, représentant de l'UNICEF, Dungu, juillet 2013). Dans certains sites, le taux de scolarisation n'est que de 20%, tandis que dans un site, il atteint tout juste 7%.

Les PDI déclarent également subir des discriminations dans l'accès aux services. Les enfants déplacés ont plus de risques d'être exclus de l'école, les enseignants sachant que les parents disposent de moyens financiers limités et que, contrairement à la population locale, ils n'ont pas accès au crédit. Il en va de même dans les centres de santé d'où les déplacés internes sont tout simplement chassés s'ils ne peuvent pas payer les soins d'avance.

Environ 400 élèves congolais et centrafricains vivant en RDC ne se rendent plus à l'école en République centrafricaine du fait de l'insécurité¹². Ces écoliers, vivant à Zapayi, une localité du territoire d'Ango, craignent des exactions perpétrées par les rebelles Seleka, qui fuient les combats en RCA pour se réfugier sur le sol congolais.

A cause de cette situation, ces élèves ne parviennent plus à traverser la rivière Mbomou, frontière naturelle entre la RDC et la RCA pour aller à l'école en RCA.

3.6 RALENTISSEMENT DES ÉCHANGES COMMERCIAUX

L'activité économique est dans l'ensemble atone, et l'on ne voit guère de signe pour l'instant d'une mobilisation énergique des autorités en vue de faire redémarrer l'économie.

Le trafic sur cet axe a été suspendu par l'unité des Forces armées de la RDC de Zapayi, pour mettre la population à l'abri des exactions des rebelles centrafricains de Seleka, fait savoir l'administrateur du territoire d'Ango.

Ces rebelles, en grand nombre et armés, pillent les greniers et les champs des autochtones, barricadent les routes pour extorquer et rançonner les commerçants ambulants. A noter que la localité de Zapayi est en proie à des exactions des combattants Séléka depuis des jours.

Par ailleurs, les autochtones congolais ne parviennent parfois plus à se ravitailler en produits manufacturés en RCA, à cause de cette insécurité. Le général de brigade Isaac Kisebwe, commandant des FARDC du secteur opérationnel des Uélés, a fait savoir que les contacts étaient engagés avec le commandement de l'unité FARDC d'Ango pour mettre fin à tout ce désordre et rétablir l'ordre dans cette contrée.

4 CONCLUSION

Cette dissertation a porté sur l'incidence de la présence des Mbororo et de la LRA sur la sécurité dans la Province du Bas-Uélé en République Démocratique du Congo.

Le diagnostic révèle que l'incursion des Mbororo et de la LRA en Province du Bas-Uélé a entraîné des bouleversements importants. Les premiers étant des éleveurs nomades et la seconde étant un groupe politico-religieux extrêmement violent, la présence dans le Bas-Uélé a été à la base de l'insécurité de la population.

Face à l'horreur des violences dans la Province du Bas-Uélé, nous avons constaté l'émergence d'un groupe d'auto-défense contre la LRA ainsi que les fuites massives des civils. En outre, les populations civiles dont les activités génératrices de revenu sont principalement le champ ont été contraintes d'y renoncer, entraînant la détérioration de leurs conditions sociales. Ce qui rend les parents incapables d'assurer la scolarisation de leurs enfants.

¹² Radio Okapi, *RDC: environ 400 élèves d'Ango ne vont plus à l'école en RCA à cause de l'insécurité.*

Disponible sur <https://www.radiookapi.net/2018/06/06/actualite/education/rdc-environ-400-eleves-dango-ne-vont-plus-lecole-en-rca-cause-de>, consulté le 13 juin 2019.

REFERENCES

- [1] Aide Médicale Internationale, Rapport de mission exploratoire District administratif du Bas Uélé, Province Orientale République Démocratique du Congo, 14 au 26 octobre 2009.
- [2] Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies - République Démocratique du Congo, Mouvements de population suite aux attaques des groupes armés, 2010.
- [3] Gaulme, F., Consolider les Etats fragiles, in *Études* 2010/6 (Tome 412), pp.729-740.
- [4] IDMC, Une vie sous le signe de la terreur et de l'exode Les séquelles des brutalités commises par la LRA dans le nord-est de la République démocratique du Congo, 2013.
- [5] International Crisis Group, La Centrafrique : les racines de la violence, Rapport Afrique N° 230, 21 septembre 2015.
- [6] Mahaut Landaz, Rôles et impacts des réseaux illicites de drogue dans le conflit nord-malien : Trafics, crise de l'Etat et puissance des groupes djihadistes et indépendantistes, Notes d'Analyse Politique n°46, août 2016.
- [7] <https://www.radiookapi.net/mot-clé/ Bas-Uélé un éleveur Mbororo accusé d'avoir blessé un paysan> Publié le lun, 09/10/2017 - 15:35 .
- [8] Nkoy Elela, D. (s/dir), Les migrations transfrontalières des Mbororo au Nord-est de la République Démocratique du Congo : étude de cas au Haut-Uélé et au Bas-Uélé, IKV PAX CHRISTI, 2007.
- [9] OXFAM, LRA, les Nations unies ne doivent plus abandonner les populations civiles menacées. Disponible sur <https://www.coordinationsud.org/actualite/lra-les-nations-unies-ne-doivent-plus-abandonner-les-populations-civiles-menacees/>, consulté le 13 juin 2019.
- [10] Radio Okapi, Ango, la population s'organise en groupes d'autodéfense populaire contre les LRA. Disponible sur <https://www.radiookapi.net/sans-categorie/2009/01/02/ango-la-population-s%25e2%2580%2599organise-en-groupes-d%25e2%2580%2599autodefense-populaire-contre-les-lra>, consulté le 13 juin 2019.
- [11] Radio kapi, Bas-Uele, des présumés LRA prennent en otage une centaine de personnes à Gumbu. Disponible sur <https://www.radiookapi.net/2016/06/06/actualite/securite/bas-uele-des-presumes-lra-prennent-en-otage-une-centaine-de-personnes>, consulté le 7 avril 2019.
- [12] Radio Okapi, Bas-Uélé, 39 personnes kidnappées par des présumés LRA en une semaine à Sili. Disponible sur <https://www.radiookapi.net/2018/09/01/actualite/securite/bas-uele-39-personnes-kidnappees-par-des-presumes-lra-en-une-semaine>, consulté le 7 mars 2019.
- [13] Radio Okapi, RDC, environ 400 élèves d'Ango ne vont plus à l'école en RCA à cause de l'insécurité. Disponible sur <https://www.radiookapi.net/2018/06/06/actualite/education/rdc-environ-400-eleves-dango-ne-vont-plus-lecole-en-rca-cause-de>, consulté le 13 juin 2019.